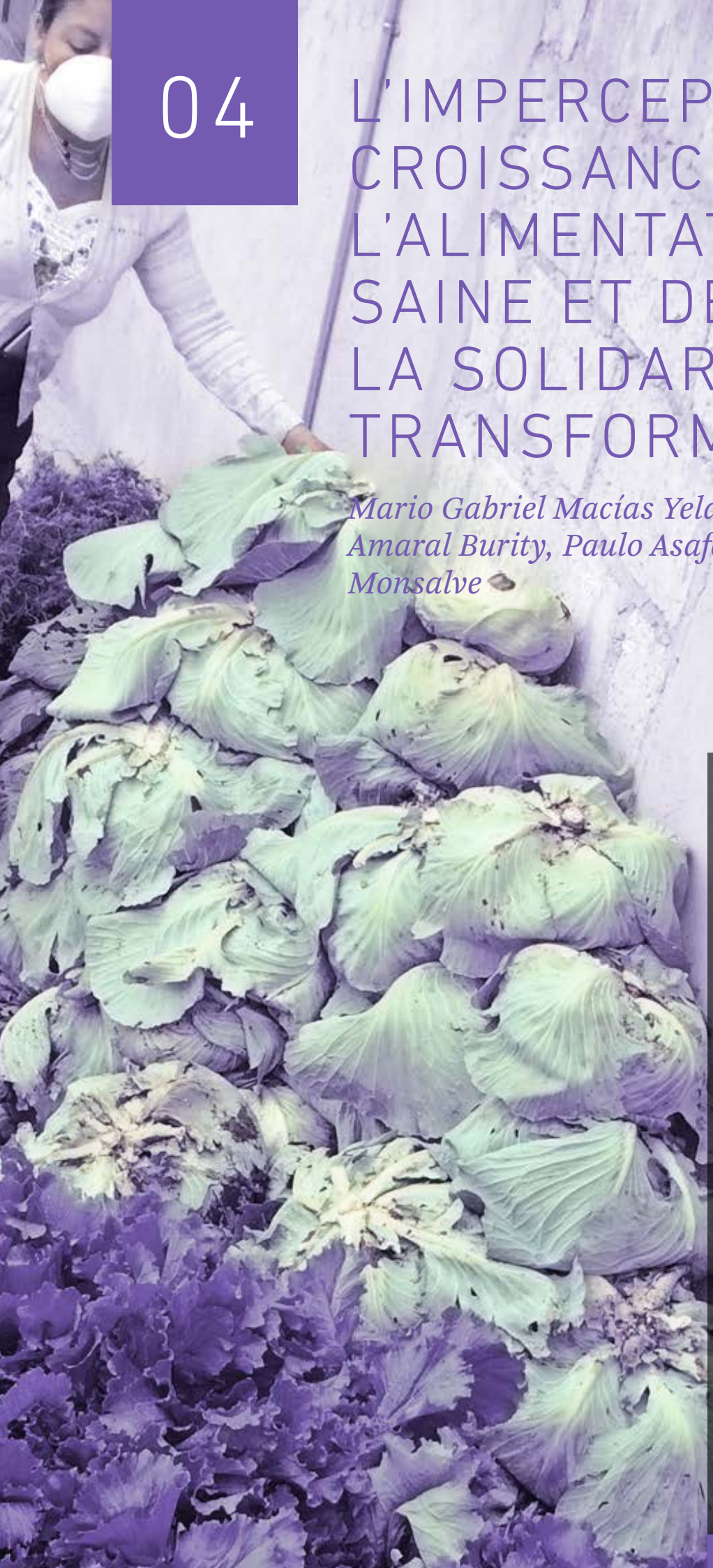

04

L'IMPERCEPTIBLE CROISSANCE DE L'ALIMENTATION SAINE ET DE LA SOLIDARITÉ TRANSFORMATRICE

Mario Gabriel Macías Yela, Valéria Torres Amaral Burity, Paulo Asafe C. Spínola, Sofía Monsalve

Mario Gabriel Macías Yela, est directeur exécutif de FIAN Équateur et ingénieur agronome diplômé de l'Université technique d'État de Quevedo. Il est titulaire d'une maîtrise en agroécologie et en agriculture durable de l'Université d'Agronomie d'Équateur, et membre de l'organisation paysanne « Centro Agrícola Quevedo ».

Valeria Torres Amaral Burity est la secrétaire générale de FIAN Brésil. Elle est juriste, titulaire d'une maîtrise en droit économique et autrice d'une thèse sur le droit à l'alimentation et la démocratie au Brésil de l'Université fédérale de Paraíba. Depuis 2002, elle travaille dans le domaine de la souveraineté alimentaire, des droits humains et des politiques publiques. Elle est chercheuse associée à l'Académie Josué de Castro de l'université de São Paulo et membre du Forum brésilien sur la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles.

Paulo Asafe C. Spinola est conseiller en droits humains pour FIAN Brésil. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Brasilia, et spécialisé dans la recherche sur la gouvernance et les politiques publiques dans le domaine de l'agriculture familiale.

Sofia Monsalve est la secrétaire générale de FIAN International. Elle est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et en philosophie. Avant de devenir secrétaire générale en 2016, elle a coordonné le programme de FIAN sur la terre et les ressources naturelles pendant plus de 15 ans.

« L'alimentation [...] est l'un des domaines les plus innovants en matière de mise en commun et de relocalisation [...]

Comme on le sait, la COVID-19 a exacerbé une situation alimentaire et nutritionnelle déjà précaire avant la pandémie dans de nombreux pays. Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire en Amérique Latine est en augmentation depuis cinq ans : en 2019, un tiers de la population, soit 191 millions de personnes dans la région – 32,4% de femmes et 25,7% d'hommes – souffrait d'insécurité alimentaire modérée ou grave.[1] Le nombre de femmes touchées dépassait de presque 20 millions le nombre d'hommes affectés.[2] La CEPALC estime qu'à la fin 2020 le nombre total de personnes vivant dans la pauvreté avait atteint 209 millions, soit 22 millions de plus que l'année précédente.[3] L'affaiblissement des institutions publiques résultant de décennies de politiques d'austérité a empêché les États d'apporter des réponses conformes à leurs obligations en matière de droits humains pour faire face à la crise actuelle. Les mesures clairement régressives adoptées en pleine crise sont plus inquiétantes encore, comme la flexibilisation du travail, qui accroît encore la précarité des conditions de travail en Équateur[4], ou encore la réduction des réserves alimentaires au Brésil en pleine pandémie suite au démantèlement de la Companhia Nacional de Abastecimento (CONAB), déjà entamée fin 2019.[5]

Pendant la crise, nous avons documenté le non-respect des obligations des États, que ce soit par action ou omission, et nous avons également recensé les initiatives prises par les organisations sociales au plus fort de la crise afin de promouvoir la solidarité et le sens de la communauté malgré la faim et l'inquiétude. Nous interprétons ces initiatives comme des exercices qui réaffirment la dignité humaine, la souveraineté populaire et la capacité de persister dans un climat d'adversité. Le présent article cherche à approfondir la réflexion sur certaines des initiatives autogé-

REMERCIEMENTS | Nous remercions tout particulièrement Isabel Álvarez Vispo (URGENCI) et Marciano Toledo Silva (Movimento dos Pequenos Agricultores, MPA) pour leur soutien lors de la révision de cet article.

PHOTO | Mario Macías Yela

1 FAO, FIDA, OPS, WFP y UNICEF (2020). *Panorama de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique Latine et aux Caraïbes 2020.* Santiago du Chili. Disponible sur: https://doi.org/10.4060/cb2242es

2 *Ibid.* p.16.

3 Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), *Panorama Social en Amérique Latine, 2020* (LC/PUB.2021/2-P/Rev.1), Santiago, 2021.

4 Voir: https://fianecuador.org.ec/2020/09/01/informe-crisis-alimentaria-en-ecuador-nuestro-derecho-a-la-alimentacion-en-tiempos-de-covid-19/

5 Peres, João and Victor, Matioli. (2020, septembre 19). *O governo deveria estocar arroz, não você.* Disponible sur: ojoioeotrigo.com.br/2020/09/o-governo-deveria-estocar-arroz-nao-voce/.

rées qui ont vu le jour dans deux pays d'Amérique Latine : le Brésil et l'Équateur. Grâce à des entretiens avec des membres du Mouvement des sans-terre (MST), du Mouvement des petits agriculteurs (MPA) au Brésil et des communautés huancavilcas/Santa Elena, de la Corporation des organisations paysannes et autochtones de Flores (COCIF), de l'Union des organisations paysannes d'Esmeraldas (UOCE) et du Centre agricole cantonal de Quevedo (CACQ) en Équateur, et grâce à des consultations sur les réseaux sociaux et à d'autres sources, nous essayons de comprendre comment ces propositions ont émergé, comment elles fonctionnent, quelles sont leurs dimensions et quels sont les acteurs impliqués. Nous conclurons le présent article en essayant de découvrir si ces initiatives sont purement ponctuelles ou conjoncturelles, ou plutôt si elles proposent une alternative visant à réinventer les relations sociales, productives et de soins.

RANDI RANDI, LE TROC ALIMENTAIRE ET LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES

Le *randi randi* (traduit du quechua par « troc », « donner et recevoir » ou « donner pour donner sans nuire ») est une pratique ancestrale à laquelle les populations particulièrement en Amérique Latine, avaient recours pour commercialiser leurs produits en les troquant contre d'autres de même valeur ou importance. Actuellement, dans le contexte de la COVID-19, cette coutume a retrouvé sa place, ce qui montre l'extrême importance de la solidarité des peuples en temps de crise, reléguant ainsi au second plan le commerce basé sur l'argent.

Pendant la pandémie, les mesures de confinement mises en œuvre par le gouvernement équatorien ont entraîné, entre autres, la fermeture des marchés populaires, l'interdiction des foires populaires paysannes et autochtones, du commerce informel et de la pêche artisanale. Ces mesures ont fortement impacté les secteurs populaires, notamment dans les zones rurales. Entre les mois de mars et de mai 2020, plusieurs organisations paysannes, autochtones et de pêche ont ainsi encouragé le troc d'aliments afin de répondre aux besoins. Dans le cadre de la COCIF 2000, les familles de 27 communautés de la paroisse de Flores dans le canton de Riobamba et 150 familles de six communautés du CACQ ont bénéficié du troc alimentaire pratiqué avec le CACQ du canton de Quevedo. En parallèle, l'Union des organisations paysannes d'Esmeraldas a également pratiqué des échanges : 500 familles de leurs communautés de base ont participé à des dons alimentaires au profit de 956 familles de quartiers populaires de la province d'Esmeraldas; elles ont fait du troc avec des familles des communautés locales de pêche, et environ quinze tonnes d'aliments provenant de fermes paysannes ont été données aux communautés huancavilcas.

D'autre part, le Mouvement national des paysans-FECAOL[6] a également organisé des trocs alimentaires. D'après leurs rapports, cette initiative d'envergure nationale a engagé environ un millier de familles montuvias (N.D.T. : familles paysannes de la côte équatorienne) et autochtones dans la lutte contre la crise alimentaire en Équateur en collaboration avec « Mujeres sin Límites », la préfecture de Tungurahua et la Conférence plurinationale et interculturelle de la souveraineté alimentaire (COPISA). Comme l'accès aux centres médicaux était très limité pendant la pandémie, une des actions innovantes de la FECAOL a été l'installation de pharmacies paysannes dans plusieurs secteurs populaires de la ville de Guayaquil pour approvisionner la population locale en plantes médicinales.

6 Pour plus d'informations, veuillez consulter le site: https://www.alainet.org/es/articulo/206824

Dans tous les cas susmentionnés, en plus de la nourriture, les gens ont partagé des recettes culturellement adéquates issues des fourneaux, de la sagesse et des connaissances traditionnelles des femmes rurales, en particulier sur les plantes

médicinales, préservées par toutes les femmes des organisations paysannes et autochtones sur leurs territoires. Ces échanges ont largement contribué à renforcer le système immunitaire de ces populations et ont insufflé une nouvelle vie à leurs approches traditionnelles en matière de santé. Pour les femmes de ces organisations, la vie est la priorité et elles nous montrent que prendre soin de la terre est fondamental pour que la vie se perpétue, entraînant tous les membres de leur communauté dans leur sillage. Pour elles, c'est là que la souveraineté alimentaire prend tout son sens. Outre les semences autochtones, les produits qu'elles échangent proviennent de systèmes de production agroécologiques diversifiés et sont couramment consommés dans leur propre alimentation et celle de leurs familles, tandis que le surplus est vendu sur les marchés locaux. Ces familles vivent et produisent avec la tranquillité et le sentiment de sécurité que leur procure leur mode de production diversifié et autonome – non-dépendant des pesticides – et elles ne se sentent par conséquent pas particulièrement vulnérables face au virus.

De multiples modes opératoires et stratégies de troc ont été mis en œuvre. Un inventaire des produits disponibles dans les fermes paysannes a d'abord été dressé; ensuite les produits ont été rassemblés dans un lieu unique où ils ont été conditionnés avec soin, puis transportés. Les jeunes, responsables de la logistique, ont insufflé leur énergie collective dans toutes les opérations et se sont adressés aux autorités locales pour obtenir leur soutien dans la collecte de la nourriture et, plus tard, la distribution des produits issus du troc. Pour les jeunes de la CACQ, qui constituent également l'Unité agroécologique et politique « Machete et Garabato », le troc se définit comme un acte de monnaie vivante puisque les produits échangés, outre leur valeur nutritionnelle ou économique, portent en eux la valeur du travail des familles paysannes et autochtones qui les ont produits de manière agro-écologique et en harmonie avec la nature. Ils n'ont pas eu d'autre choix que de s'organiser pour ne pas être bloqués par l'interdiction de se déplacer; ils ont ainsi obtenu facilement des sauf-conduits, pour eux-mêmes et pour les familles qui devaient s'occuper de leurs récoltes, et ont dès lors pu circuler librement.

MINGA[7] CONTRE LA FAIM: « NOUS NE DONNONS PAS CE QUI RESTE. NOUS DISTRIBUONS CE QUE NOUS PRODUISONS »

Face à la faim et à l'insécurité alimentaire déclenchées par les mesures destinées à contenir la pandémie, les membres des organisations paysannes interrogées au Brésil et en Équateur ont commencé à organiser spontanément des actions de solidarité pour donner de la nourriture aux personnes sans emploi, expulsées de leur logement ou vivant dans la rue. Divers procédés ont été mis en place : dons de produits provenant de campements, de colonies et de fermes paysannes, dons de paniers alimentaires, dons de déjeuners/repas via des soupes populaires et création de banques alimentaires populaires où les gens pouvaient donner et recevoir des aliments. L'envergure de ces initiatives est difficile à évaluer, mais les chiffres semblent indiquer qu'elle est considérable. Le MST affirme développer des actions de solidarité dans 24 États brésiliens. Le MPA, pour sa part, dans treize États. En Équateur, nos sources ne couvrent que la province côtière de Santa Elena, les cantons côtiers de Quevedo et d'Esmeraldas et le canton andin de Riobamba. Le MST indique qu'entre mars et septembre 2020, il a fait don de 3.400 tonnes de nourriture.[8] Le MPA enregistre un volume de 1.100 tonnes jusqu'en février 2021. Les communautés huancavilcas déclarent avoir fait don de 11 tonnes de légumes au profit de 600 familles. Au Brésil, l'action collective « Nourriture véritable » a recensé entre août et octobre 2020 plus de 300 initiatives dans tout le pays, menées par des mouvements sociaux, des organisations populaires et des groupes de base, à

7 La Minga est une forme traditionnelle autochtone de travail communautaire ou collectif qui peut avoir de multiples objectifs.

8 Movimento dos Trabalhadores Rurales sem Terra (MST). (2020, septembre 9). *Desde o início da pandemia, MST já doou 3400 toneladas de alimentos você.* Disponible sur: mst.org.br/2020/09/09/desde-o-inicio-da-pandemia-mst-ja-doou-3400-toneladas-de-alimentos/

la campagne comme à la ville, afin de faciliter les contacts entre les producteurs et productrices d'aliments sains et les personnes qui souhaitent les consommer.[9]

9 Voir: https://acaocoletivacomidadeverdade.org/

Le souci d'une alimentation saine, déjà fortement inscrit dans la société brésilienne avant la pandémie, a connu un nouvel essor pendant la crise actuelle et est ainsi devenu un axe stratégique de la construction de nouvelles relations entre la campagne et la ville. Les personnes interrogées ont insisté sur le fait qu'il ne s'agit pas de charité, mais bien de solidarité ; il ne suffit pas de distribuer de la nourriture, mais il est également nécessaire de construire avec la population urbaine une vraie compréhension de la provenance de la nourriture, de ses producteurs et productrices, et de leurs conditions de production. Elles ont aussi souligné l'importance pour la population urbaine de valoriser la production paysanne agroécologique, et même d'apprendre à créer des potagers agroécologiques dans les villes. En ce sens, les différentes initiatives de solidarité alimentaire ont consolidé les formes collectives de gestion de l'alimentation, comme c'est le cas des conseils municipaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Brésil. Elles ont aussi permis de tisser de nouvelles formes de relations sociales et communautaires, comme par exemple les comités populaires d'alimentation, qui se distinguent quelquefois par la participation d'agents populaires de santé[10] Ces comités s'occupent autant de l'organisation de banques alimentaires populaires que de l'éducation aux droits sociaux ou encore de la formation à la création de jardins communautaires en agroécologie. Dans le même ordre d'idées, le MPA explique comment les canaux de distribution alimentaire ont été restructurés pour s'adapter aux protocoles de sécurité sanitaire destinés à contenir la pandémie. Les jeunes du MPA ont réinventé le processus opérationnel de distribution alimentaire, à Rio de Janeiro par exemple, en signant un accord avec plus de quatre-vingts membres de l'Association des chauffeurs de taxis indépendants de Santa Teresa pour qu'ils distribuent de la nourriture à domicile. Cet accord a bénéficié non seulement aux consommateurs et consommatrices des denrées alimentaires, mais aussi aux taxis dont les revenus avaient baissé à cause de la réduction des déplacements pendant la pandémie.[11] Dans l'expérience du groupe huancavilca, ce sont également les jeunes qui ont organisé la logistique du transport et la distribution des dons alimentaires. Nombre de ces initiatives de restructuration des relations sociales liées à l'alimentation de la population brésilienne sont reprises dans des bases de données comme celle-ci : https://agroecologiaemrede.org.br.

10 Les agents populaires de santé sont des personnes formées par des organisations sociales ou communautaires (parfois en coopération avec des autorités locales) pour gérer des questions de santé publique et communautaire; elles s'occupent surtout de détection précoce et de prévention.

11 Movimento dos Pequenos Agricultores (MPA). (2020, avirl 15). *Campanhas do MPA asseguram a distribuição de alimentos saudáveis durante a pandemia da Covid-19.* Disponible sur: mpabrasil.org.br/noticias/mpa-asseguram-a-distribuicao-de-alimentos-covid-19/

CONCLUSIONS

La pandémie a inauguré une époque plutôt incertaine et instable de reconfigurations structurelles à de nombreux niveaux. Arturo Escobar déclare:

« L'alimentation [...] est l'un des domaines les plus innovants en matière de mise en commun et de relocalisation (des innovations en rupture avec le mode de vie patriarcal, raciste et capitaliste), comme l'indique la place grandissante de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie, des potagers urbains, etc. Ces activités de relocalisation, d'autant plus si elles sont agroécologiques et viennent « d'en bas », permettent de repenser les structures productives nationales et internationales, les biens communs et les relations entre les campagnes et les villes [...]. Il s'agit de relocaliser à partir d'une série de verbes-stratégies : manger, apprendre, soigner, habiter, construire, connaître. Cela va bien plus loin que la réduction de l'empreinte écologique en impliquant une réorientation majeure de la conception des mondes où nous vivons.[12] »

12 Escobar, A. (2020). El pensamiento en tiempo de pospandemia. Dans R. L. Segato *et al., Pandemia al sur.* Recueilli par O. Quijano Valencia et C. Corredor Jiménez. 1re édition spéciale. Prometeo Libros, pp. 31-54.

Il est donc essentiel de comprendre le potentiel que recèlent ces expériences et ces propositions d'ouverture de nouvelles voies de la réalisation du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates. Pour cela, il faut suivre la piste d'initiatives comme celles que nous avons modestement documentées dans cet article. Des expériences de ce type sont apparues non seulement au Brésil et en Équateur, mais aussi dans toute l'Amérique Latine et sur les autres continents. Il est clair qu'il ne s'agit pas simplement d'initiatives caritatives cherchant à atténuer la crise de la faim déclenchée par la COVID-19 en reproduisant des relations sociales de domination qui renforcent le modèle industriel et mercantile de production et de distribution de nourriture industrielle. Il s'agit bien d'initiatives auto-organisées par des producteurs et des productrices paysan.ne.s et autochtones – et pas par de grands supermarchés ou entreprises – qui reconfigurent les rapports de production et de distribution des aliments, de manière à renforcer l'économie sociale et solidaire.[13] D'autre part, ces initiatives ont clairement amélioré l'accès des populations pauvres à une alimentation saine et agroécologique, ce qui est un succès majeur. Jusqu'à présent, la discussion portait surtout sur l'impératif de garantir à la production agroécologique suffisamment de soutien de la part des consommateurs et consommatrices, et pas tellement sur la nécessité d'assurer que la population en situation de forte insécurité alimentaire ait accès à cette alimentation saine. Trouver le moyen de consolider cette tendance est essentiel. C'est en réaffirmant le rôle des communautés qui, non seulement garantissent la production d'aliments sains, mais aussi assurent qu'ils parviennent aux plus nécessiteux, que ces propositions « démercantilisent » la nourriture. À l'avenir, il sera indispensable d'étudier comment ces initiatives sociales et communautaires reconfigurent leurs relations avec les institutions publiques et gouvernementales, tout en se renforçant en tant qu'espaces d'autonomie et de réalisation des droits.

13 La Constitution de l 'Équateur dans son art. 288 établit que le système économique équatorien est social et solidaire, en plaçant l'économie solidaire au même niveau que l'économie publique et privée. Le but est de promouvoir un nouveau modèle de développement que la Constitution elle-même appelle « *sumak kawsay* », « bien vivre ». Le Mouvement d'économie sociale et solidaire de l'Équateur (MESSE) considère l'économie sociale et solidaire comme « une forme de cohabitation entre les individus et la nature qui répond aux besoins HUMAINS et garantit le maintien de la VIE, avec un regard INTÉGRAL, au moyen de la force de l'ORGANISATION, en appliquant les savoirs et les pratiques ANCESTRALES pour transformer la SOCIÉTÉ et construire une culture de PAIX. »